



DOSSIER DE PRESSE

GROUPE GIRONDE AVENIR

VENDREDI 13 DECEMBRE 2024

UNE SITUATION DE CRISE GLOBALE INEDITE

Repenser la mise à contribution de la strate départementale dans le Projet de Loi de Finances 2025

Les collectivités ont souffert d'un contexte d'incertitude toujours plus fort depuis 2023 :

- Sur le **plan budgétaire et financier**, avec la dégradation des finances publiques et, pour les Départements, la baisse drastique des DMTO.
- Sur le **plan politique**, depuis les résultats des élections européennes en juin dernier jusqu'au renversement du gouvernement Barnier.

Le **Projet de Loi de Finances 2025**, présenté par le gouvernement en octobre dernier, prévoyait une très forte mise à contribution des collectivités territoriales dans le redressement des finances publiques.

Le PLF attribuait à la strate départementale un effort fiscal représentant **44 % de l'effort total** demandé à l'ensemble des collectivités, alors même qu'elle est déjà fortement fragilisée, comme l'ont souligné les différents rapports de la Cour des Comptes publiés en 2024.

POSITION DE GIRONDE AVENIR

- Le groupe **Gironde Avenir** s'inscrit dans la position de Départements de France et de son président, François Sauvadet : il est nécessaire de repenser les mesures appliquées aux Départements, en tenant compte de leurs spécificités et de leur **rôle clé en matière de solidarités** et de préservation de **l'équilibre entre le monde rural** et le monde urbain.
- Pour autant, le PLF tel que dénoncé par Jean-Luc GLEYZE est aujourd'hui gelé. Il serait plus opportun **d'adopter une posture de dialogue que de lutte permanente.**
- Par ailleurs, le groupe Gironde Avenir ne s'oppose pas à la mise à contribution des collectivités territoriales dans le futur PLF : **dans une juste mesure, la solidarité nationale doit prévaloir.**

EN GIRONDE, UNE RECUPERATION POLITICIENNE INACCEPTABLE

En novembre dernier, Gironde Avenir apprenait en séance plénière du Conseil départemental l'organisation d'une **mobilisation générale le 14 décembre** visant à dénoncer les mesures gouvernementales.

[Cette manifestation fait écho à celle de décembre 2023. Faut-il s'attendre chaque année à ce rassemblement d'élus de gauche ?]

A l'issue de la séance plénière, le **groupe Gironde Avenir** a pris la décision à **l'unanimité de ne pas participer à cette mobilisation**, parce qu'elle constitue une récupération purement politique de la situation.

En effet, **Gironde Avenir** dénonce la posture politique adoptée par la majorité départementale et la méthode utilisée pour déployer le règne de la peur auprès des girondines et des girondins.

Une campagne de communication démagogique et anxiogène

Sur la forme : la présence du doigt accusateur sur tous les supports, les couleurs retenues (rouge, noir, jaune) symbolisant un alarmisme extrême.

Sur le fond : les messages de menaces envers des publics déjà vulnérables, qui ont au contraire besoin d'être rassurés.

EXEMPLE DU SDIS

Le flyer de communication mentionne que " nos pompiers pourront moins vous secourir "

- Comment peut-on nous expliquer que l'on sera moins secourus ?
- Par ailleurs, le montant de la participation de fonctionnement attribuée au SDIS au titre de 2025 fera l'objet d'une délibération lors de la plénière du 31/03/2025 dédiée au BP 2025.

Dans l'attente des arbitrages définitifs, **26 250 000 €** seront versés au SDIS pour le 1er trimestre 2025 lors de la dernière plénière de 2024, ce 16 décembre.

Au vu du montant de l'acompte versé et sachant que le montant de la participation en 2024 s'élevait à **105 011 314 €**, nous pouvons constater que l'exécutif ne prévoit pas de baisse de budget pour le moment.

Il est donc **malhonnête** de faire peur aux girondins dans ce tract en leur faisant croire qu'ils ne seront pas secourus. C'est de la manipulation.

Cette campagne est le fruit d'une **stratégie de dramatisation et d'instrumentalisation** qui peut avoir pour conséquence la création du lit des extrêmes, ce à quoi s'est toujours opposé le groupe Gironde Avenir.

Une regrettable absence de recherche de consensus

Le groupe Gironde Avenir regrette **l'absence de dialogue** et de **main-tendue** qui devraient prévaloir dans un tel contexte. Nos 16 élus n'ont été consultés à aucun moment dans la recherche de solutions ou dans l'organisation de l'évènement de demain. Alors que le contexte exige solidarité nationale, compromis et consensus, l'exécutif départemental fait le choix d'ignorer une partie des élus.

Les finances sont-elles réellement dans le rouge ?

Cette **campagne inopinée, diffusée massivement** y compris sur les territoires (flyer, bandeau sur le site Gironde.fr et l'immense affiche sur l'immeuble Gironde, les MDS...), et en un temps record, interroge fortement sur les marges de manœuvre réelles de l'institution.

De façon plus globale, une opacité persiste sur le financement des actions de communication.

Après plusieurs réitérations, le groupe a pu avoir connaissance du montant global dédié aux actions de communication en 2023, qui s'élève à 900 000 €. Ce montant est loin d'être négligeable.

Le Département refuse cependant de nous donner le détail des actions financées.

DEMANDES DE GIRONDE AVENIR

Gironde Avenir souhaite avoir connaissance :

- Du montant total consacré au **financement de l'opération " Girondines, Girondins, MOBILISONS-NOUS ! "** de ce 14 décembre
- Du **bilan consolidé des actions de communication** financées en 2023 et 2024

En parallèle, le groupe demande :

- La mise en place d'une **commission d'évaluation inter-groupe**, pour une transparence totale
- Le retour de **la commission thématique dédiée à la Communication**, supprimée il y a plusieurs mois par l'exécutif.

DES DIFFICULTES QUI RESULTENT DE PLUSIEURS FACTEURS

Les difficultés rencontrées depuis plusieurs mois par le Département ne sont pas uniquement liées au PFL 2025.

Le résultat d'un historique de désengagement des gouvernements successifs

La situation actuelle est le résultat d'un **historique de désengagement** des précédents gouvernements, y compris de gouvernements de gauche.

EXEMPLE DE SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Des coupes budgétaires d'environ 5 Millions d'€ ont été faites sous le mandat Hollande, dont **700 000 € pour Saint-Médard**. Ces sommes sont largement supérieures à celles annoncées dans le PLF 2025.



La fin de l'ère de la politique de l'autruche opportuniste

Les difficultés croissantes rencontrées par le Département depuis 2023 sont aussi le fait de **facteurs endogènes** et de choix qui ont été faits.

En l'occurrence, la gestion du budget départemental a été faite depuis 10 ans sans anticipation d'une possible chute des DMTO (droits notariaux), qui sont des ressources aléatoires.



Un nouveau cap franchi

Le groupe Gironde Avenir a été stupéfait, lors de la séance plénière du 18 novembre, d'apprendre que Jean-Luc GLEYZE évoque des aléas sur le **versement de la Prestation Compensation Handicap (PCH)** ou du **RSA**.

Réduire ou bloquer le versement de ces allocations individuelles de solidarité, c'est s'attaquer aux compétences cœur du département et aux girondines et girondins les plus fragilisés.

Face à cela, la majorité départementale refuse de communiquer sur :

- Le **coût des politiques volontaristes**
- Le **détail des coupes budgétaires** qui seront effectuées : un montant de 12 millions d'€ a été annoncé en séance plénière le 18 novembre, sans fléchage en face.

Comment expliquer la diminution des indemnités socles et en même temps, refuser d'évaluer les marges de manœuvre sur les politiques volontaristes ?

LE REFUS DE SACRIFIER LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Gironde Avenir plaide pour la sauvegarde des politiques d'investissement, indispensable à la vitalité de tous les territoires girondins.

Dans cet objectif, le groupe propose **la mise en place d'un système d'incitation à l'investissement**.

Celui-ci reposerait sur une mise à contribution financière des collectivités graduée, en fonction du niveau d'investissement de chacune.

Ainsi, les collectivités qui sont en possession d'actifs dormants, faute d'investir, pourraient être plus fortement mises à contribution que celles qui ont une politique d'investissement dynamique.

Dans la même logique, un **effort spécifique peut être demandé à certains opérateurs** disposant de fonds de roulement importants : partenaires associatifs, médicaux, sociaux ...

En parallèle, le groupe estime que le Conseil départemental doit aussi réinterroger les contributions données à certains opérateurs du social au regard d'évolutions des politiques publiques.

DEMANDES DE GIRONDE AVENIR

Le groupe demande :

- La production d'un journal de trésorerie détaillé pour l'ensemble des satellites et des partenaires du Département.
- A disposer d'un droit de regard sur la liste des 100 associations les plus subventionnées et les comptes de trésorerie associés.

SYNTHESE DES DEMANDES ET PROPOSITIONS DE GIRONDE Avenir

DES DEMANDES CONCRETES :

- Droit de regard sur le **bilan consolidé des actions de communication**
- Création d'une **commission d'évaluation inter-groupe**
- Evaluation du **coût des politiques volontaristes**
- La liste des **100 associations** les plus subventionnées

DES MESURES POUR FAIRE FACE A LA SITUATION :

- La mise en place d'un **système d'incitation à l'investissement** tant pour les collectivités que pour les partenaires du Département
- La **rationalisation des contributions** données à certains opérateurs du social
- La production d'un **journal de trésorerie détaillé** pour l'ensemble des satellites et des partenaires du Département





Gironde Avenir

Elus de la droite et du centre
Groupe d'opposition

girondeavenircg33@gmail.com

www.gironde-avenir.fr

05 56 99 57 87

Retrouvez notre actualité sur Twitter, Instagram
et Facebook
